

GRAND DEBAT NATIONAL

REUNION LE MERCREDI 6 FEVRIER A COUDEKERQUE-BRANCHE (NORD), ESPACE DU MAITRE DE POSTE

Le maire, David Bailleul, introduit cette rencontre : « par sa mobilisation, la population a obtenu le droit d'être entendue. Aussi, la moindre des choses pour la collectivité était de vous donner la parole, et de mettre à disposition un cadre et un lieu à cette expression. »

INTERVENANT 1

Opinion : « Je suis membre du Nouveau parti anticapitaliste. Ce que les gens veulent, ce ne sont pas des paroles mais des actes qui rompent avec les politiques capitalistes qui rendent les riches plus riches et les pauvres plus pauvres. Quant au réchauffement climatique, nous le constatons tous. Ce contexte a produit la révolte des gilets jaunes, avec qui je suis en solidarité totale ».

Propositions :

- Le Smic à 1800 euros
- L'augmentation de 300 euros de tous les salaires
- Le rétablissement de l'ISF
- L'abaissement du temps de travail à 32h/semaine
- La suppression de la TVA sur les produits de première nécessité et l'augmentation de la TVA sur les produits de luxe
- L'interdiction des LBD et des grenades de désencerclement
- L'arrêt total de l'évasion fiscale
- La diminution de la CSG sur les pensions et les retraites
- L'indexation des pensions et retraites sur le coût de la vie
- La réquisition des grandes banques et la levée du secret bancaire
- Soutien et solidarité avec les migrants, les sans-papiers et les demandeurs d'asile
- Interdiction des licenciements
- Retraite à taux plein à 60 ans
- Création de postes pour la santé, l'éducation et les services publics en général
- Abrogation des lois El Khomri, des ordonnances Macron, de parcours sup et de la réforme des lycées »

INTERVENANT 2

Opinion : « Je suis retraité. En 1994, le gouvernement Balladur a modifié la règle de calcul, retenant les 25 meilleures années contre les 10 meilleures auparavant. Le montant des retraites a été affaibli par ce mode de calcul, pour ma part j'ai perdu 200 euros par mois. Nous avons aussi un bonus de

10% sur la pension pour trois enfants et plus, ces 10% sont maintenant fiscalisés. Dans la mesure où mes enfants travaillent et rapportent de la valeur à la nation, il n'y a pas de raison de nous imposer »

Proposition : « que le gouvernement revoie le calcul des pensions de retraite »

INTERVENANT 3

Opinion : « A partir de trois enfants, la CAF cotise à l'Urssaf pour la retraite des mamans. Mais les caisses de retraite complémentaires ne prennent pas en compte ces périodes consacrées à l'éducation des enfants »

INTERVENANT 4

Opinion : « pour la retraite, les carrières longues peuvent partir à 60 ans, mais avec une minoration de 10% sur leur pension s'ils n'ont pas le nombre total de trimestres. Quant à la taxe d'habitation, parmi les 20% qui vont continuer de la payer, certains ont des ressources modestes »

Proposition : « laisser cette minoration pour les retraites élevées, mais pas pour les petites retraites »

INTERVENANT 5

Opinion : « la disparition de la demi-part des veuves de l'impôt sur le revenu a fait mal à beaucoup de personnes. Personne ne semble au courant du montant réel des retraites, mais les petites pensions, c'est pour tout le monde maintenant ! A 83 ans, je dois donner de l'argent pour soutenir mes enfants qui ont dû quitter la région pour travailler, ça fait mal au cœur »

Proposition : « le retour de la demi-part des veuves »

INTERVENANT 6

Opinion : « Que peut-on faire avec 800 euros de revenus par mois, alors que j'ai travaillé pendant 42 ans ? ça ne peut pas durer comme ça, il faut que ça change ! »

INTERVENANT 7

Opinion : « La cause de tout cela, c'est notre dette. Mais comment a été créée cette dette ? C'est la loi de 1973, qui a contraint le recours à l'emprunt de l'Etat. Ces dettes odieuses, il faut en faire table rase, elles ne participent pas au bien commun. Quand redeviendra-t-on souverain chez nous, en récupérant notre monnaie nationale ? »

INTERVENANT 8

Opinion : « La Banque de France détient 2400 tonnes d'or, à 34.724 euros le kilo ! La fraude fiscale représente 80 à 100 milliards par an. Et on vient nous dire qu'il n'y a plus d'argent pour le social ! Que fait-on avec 1000 euros par mois pour se loger, se nourrir, se soigner ? Des gens qui gagnent plus de 10.000 euros par mois trouvent normal que d'autres doivent se débrouiller avec 400. On a des aides à la misère : au plus on a d'aide, au plus on est dans la misère ! Dans un pays parmi les plus riches du monde, c'est scandaleux qu'une association comme les Restos du Cœur continue de distribuer 25 millions de repas par an. Il faut trouver des solutions à cela, ou alors continuer de descendre dans la rue. »

Proposition : « sous 30.000 euros par an de revenus, on ne devrait pas payer d'impôt. Et la France n'a qu'à vendre le Louvre, ça remboursera la dette »

INTERVENANT 9

Proposition : « Pourquoi ne pas interdire à l'Etat de présenter un budget en déficit, comme pour les collectivités ? Ce serait le meilleur moyen d'éviter la dette. »

INTERVENANT 10

Opinion : « La France est le pays le taxé, le plus fiscalisé, et le plus endetté du monde, alors qu'il s'agit pourtant d'une grande destination touristique. On paye pour une génération de présidents, qui ne sont jamais jugés, car la magistrature n'est pas indépendante, pas plus que les journaux qui sont contrôlés par les grands groupes et donc ne parlent pas ».

Propositions : « il faut que quelqu'un de sensé propose une constitution encadrant les pouvoirs du chef de l'Etat, que le Parlement existe en contre-pouvoir et en contrôle. »

INTERVENANT 11

Opinion : « On vit soi-disant dans une démocratie, mais avec un souverain qui décide seul, et un Parlement inexistant. On appelle ça une démocrature. En théorie, il y a trois pouvoirs, mais la constitution n'est plus respectée car le souverain décide de tout avec le Parlement à sa botte ».

Proposition : « changer la constitution, ou revenir à ce qu'elle était en 1958 »

INTERVENANT 12

Opinion : « Notre président n'est pas démocratique, il a été élu par des hommes d'affaires. Ce qu'il fait, c'est nous mettre dedans pour se nourrir et leur offrir des parts du gâteau. Ce président n'est pas un politicien, c'est un financier, qui doit rendre des comptes aux hommes d'affaires ».

INTERVENANT 13

Opinion : « M.Macron a été élu par des millions de Français contre Marine Le Pen, point à la ligne. Mais il n'empêche que les salaires, les retraites, les minimas sociaux sont trop bas, l'argent public

n'est pas bien utilisé. La priorité, ça ne doit pas être de rénover des porte-avions, de construire des sous-marins ou d'entretenir des armées au Mali ; ce qui compte, c'est d'avoir un grand bifteck dans son assiette !

Il y a quelques mois, un député voulait taxer les avantages accordés par les comités d'entreprise, ils sont à côté de la plaque !

Et c'est l'Etat qui devrait prendre en charge les Restos du Cœur ! »

INTERVENANT 14

Opinion : « L'impôt sur le revenu est finalement le plus égalitaire. En revanche, il est anormal que, par notre consommation courante, on paye déjà 20% de nos revenus par la TVA.

M.Macron a été élu car personne ne voulait de la « haineuse ». Mais à son niveau comme dans les autres, tous les exécutifs décident, seuls, dans les Régions, les Départements, les EPCI. »

Proposition : « Ce qu'il faut, c'est baisser la CSG, et que dans l'impôt sur le revenu, tous les revenus comptent. Et mettre en place une 6^e République, en revenant à une proportionnelle intégrale, pour éviter des majorités de « godillots ». Et que le peuple ait la parole de temps en temps avec des référendums. »

INTERVENANT 15

Opinion : « On nous dit qu'il faut voter. Moi je suis abstentionniste car aucun parti ne me représente. De plus, l'Europe dicte ses ordres, et le président applique ce qu'on lui dit de faire. »

Proposition : « une seule solution, le référendum d'initiative citoyenne ! »

INTERVENANT 16

Opinion : « il faut voter, parce que nos parents se sont battus pour que les femmes et les hommes aient ce droit »

INTERVENANT 17

Opinion : « Je me pose une question : comment faciliter des adaptations locales des lois nationales, selon le tissu économique et social des territoires, en fonction des besoins en formation, des taux de pauvreté ? Des personnes légitimes sur le plan local auraient la capacité à adapter les éléments de lois, pour les faire coller à la réalité. Nos députés sont parfois hors-sol pour nous, alors qu'il faut s'adapter à ce dont on a besoin ».

Proposition : « il faut donner des clés de décision à des échelons de proximité ; permettre à des projets de s'initier au plan local ».

INTERVENANT 18

Opinion : « J'habite dans une communauté de communes. Mais ma mairesse ne décide plus de rien, elle est juste responsable. Tout cela a un effet dominos : même les lois régaliennes sont parties de France. Tout le temps que ces décisions régaliennes ne seront pas revenues dans notre pays, ça n'ira pas ».

INTERVENANT 19

Opinion : « je suis gilet jaune depuis le 17 novembre, pour le pouvoir d'achat, les salaires, la CSG, l'ISF... Mais on ne peut même pas manifester sans se prendre des flash balls, sans être provoqués par la police qui nous charge. On n'a même plus le droit de manifester ! On n'est pas violents, mais si ça continue on va le devenir. Et s'il le faut, on continuera le combat toute l'année »

INTERVENANT 20

Opinion : « Les Français ressentent un ras-le-bol fiscal, car certains se nourrissent sur la bête, et car toute dépense nouvelle est liée à une fiscalité nouvelle. »

Propositions :

- « rétablir un symbole, l'ISF, mais peu de politiques le veulent
- Réduire le train de vie et les privilèges de l'Etat, à l'identique de ce qui se fait dans les pays nordiques. Fini le strass et les paillettes, vive la sobriété !
- Des sanctions rapides contre ceux qui sont pris la main dans la confiture
- Cesser les déplacements très coûteux à l'étranger
- Réduire le nombre de ministres et de collaborateurs
- Diminuer les retraites des sénateurs et des députés
- Limiter les commissions et les agences qui ne servent pas à grand-chose
- Que tout politique redevienne un citoyen lambda à la fin de son mandat, et obtienne la retraite selon les mêmes calculs que tout le monde
- Supprimer les préfets hors-cadre
- Réduire les énarques
- Supprimer les logements de fonction dans la haute fonction publique
- Supprimer les grands travaux de prestige et prioriser l'entretien du patrimoine et les économies d'énergie
- Que l'Etat ait l'obligation d'équilibrer son budget
- Redéfinir le mille-feuilles territorial
- Supprimer les niches fiscales d'optimisation
- Mettre fin au dumping social
- Partager les richesses de l'entreprise
- Que les ressortissants français paient leurs impôts en France
- Combattre les paradis fiscaux
- Plafonner les retraites chapeau des patrons du CAC 40 »
-

INTERVENANT 21

Opinion : « quitte à être provocateur, ne faut-il pas faire de la France un paradis fiscal ? »

INTERVENANT 22

Opinion : « si on n'avait pas le Sénat en contre-pouvoir, on serait très mal, sinon tout passerait tout seul avec les députés En Marche. Concernant le référendum : si on n'est pas content d'un élu, à la fin du mandat, « au revoir ! ». Aujourd'hui, on a des gens qui ne nous représentent plus du tout. Et je rappelle que les premiers de cordée, ce ne sont pas eux qui montent les premiers : ce sont les sherpas ! Et sans les sherpas, les premiers de cordée ne sont rien. Il faut travailler ensemble pour arriver à une certaine synthèse autour de points de convergence »

INTERVENANT 23

Opinion : « Je remercie celles et ceux qui, par la maladresse d'un homme qui nous a réveillés, ont permis les gilets jaunes et nous défendent depuis pour de nombreuses choses. La France invisible, qui pourtant produit la richesse du pays, nous dit « on n'en peut plus », « on travaille mais on ne boucle plus nos fins de mois ». Comment mieux répartir les richesses ?

Le politique s'est effacé depuis 40 ans derrière l'économique. Si le politique ne reprend pas la main, on voit où peuvent nous mener la France et l'Europe. Avec une guerre civile, on aurait tout perdu, et si on ne fait pas corps ensemble, on aura tout perdu aussi.

Enfin, je suis déçu de ne pas voir de jeunes dans ce débat, on est encore là à parler pour eux »

INTERVENANT 24

Opinion : « j'ai flingué mon dos au boulot, je ne peux plus travailler. J'ai encore un enfant de 18 ans à la maison, et je vais toucher désormais 675 euros par mois. Comment je fais ? »

INTERVENANT 25

Opinion : « je suis née en 1946, mon premier Noël c'était une orange, ma jeunesse n'a pas été dorée, et on n'avait pas toujours à manger. Mais on a fait des sacrifices, élevé 6 enfants, puis participé comme bénévoles au lancement des Restos du Cœur. Aujourd'hui, on voit des familles où les parents travaillent mais qui pourtant viennent aux Restos, c'est bien le signe qu'il y a de la misère en France.

Beaucoup de retraités ont du mal à vivre. Mon mari est malade de l'amiante, la Sécurité sociale nous a dit qu'elle n'avait pas les moyens de l'envoyer en cure. Quand on voit des cheveux blancs défiler car ils se voient crever petit à petit, c'est bien qu'ils sont devenus invisibles par le gouvernement !

Quant à nos représentants... Cohn Bendit remuait ciel et terre en 1968, maintenant qu'il a la paye de député européen, on ne l'entend plus ! »

INTERVENANT 26

Opinion : « les salariés devraient être mieux considérés par les employeurs, car on constate de plus en plus de burn out. Cessons aussi de stigmatiser les fonctionnaires, on en a besoin dans les écoles, les bibliothèques, les mairies »

Proposition : « généraliser des chartes de moralisation entre employeurs et salariés »

INTERVENANT 27

Opinion : « on dit tout et son contraire ! On ne peut pas faire des économies, et vouloir des services 24h/24, il faut faire des choix.

Il faut vraiment revenir à l'échelon local pour développer nos quartiers, faire un travail de solidarité. Et ne tombons pas dans le piège de la division, et soyons patients ! »

INTERVENANT 28

Opinion : « Du temps, on n'en a plus ! »

INTERVENANT 29

Opinion : « Je suis outrée ! Je travaille dans le social : on a des gens qui meurent de faim, on ne peut plus leur demander de patienter !

Certains disent qu'avec les 5000 euros qu'ils gagnent, ils mangent des pâtes à la fin du mois, alors comment font ceux qui gagnent 500 euros ? On ne veut pas grand-chose : manger, atteindre la fin du mois, ne pas voir des enfants qui vont à l'école le ventre vide ! Des gamins de 15 ans sont laissés à l'abandon, et mis à la rue à 18 ans ! On attend quoi pour se bouger, dans notre département qui compte parmi les plus pauvres de France ?

INTERVENANT 30

Opinion : « Il nous reste le droit de vote ! Mon bulletin, dans l'urne, a la même valeur que celui de Bolloré ! Donc allons voter, on a ce pouvoir là pour obtenir le changement.

Le président a craché sur la sueur des retraités, qui ont travaillé 173 trimestres, souvent à 39h/semaine, et je ne le supporte pas ! Donc ma réponse, je la ferai dans l'urne. Le droit de vote, c'est l'arme suprême. »

INTERVENANT 31

Opinion : « j'en ai fait, des grèves et des manifs, mais il faut qu'on y soit plus nombreux. Dans les manifs, ne nous regardez pas, mais rejoignez-nous, car celui qui râle dans son coin ne changera rien.

Le mal ne vient pas de la France ou de l'Europe, il vient du monde capitaliste, qui nous met dans la misère ».

INTERVENANT 32

Opinion : « ce débat est vachement intéressant, car chacun peut y exprimer sa souffrance et faire des propositions. Mais il ne faut pas que ce soit un coup d'épée dans l'eau. »

Proposition : « que les lieux de débat soient inscrits dans la constitution, et qu'ils soient encore plus fréquentés »

INTERVENANT 33

Opinion : « On a beaucoup parlé des taxes, mais parlons aussi de la terre et de l'eau qui nous nourrissent. »

Propositions : « arrêtons les pesticides, interdisons le glyphosate, modifions l'agriculture pour la laisser humaine et biologique, respectueuse de l'environnement, faisons des jardins potagers dans des terrains vacants. Diminuons drastiquement les déchets. Et arrêtons de faire la part belle aux lobbies, aux grands groupes et aux industries, qui empêchent nos gouvernants d'avoir de la bienveillance pour leur peuple et la santé de leurs enfants »

INTERVENANT 34

Opinion : « un autre sujet n'a pas été évoqué, l'exonération de taxe foncière pour les personnes de plus de 75 ans. Au prix où on voit les maisons de retraite, il faudrait revoir ce seuil »

INTERVENANT 35

Opinion : « la France compte au moins un retraité heureux, c'est le PDG de Vinci, licencié alors qu'il avait un salaire de 40 millions d'euros annuels, et 13 millions d'euros de parachute doré. Et il a maintenant 2 millions d'euros annuels à vie ! ».